



L'action foncière au Conservatoire du littoral

Des enjeux majeurs sur le littoral girondin

Une attractivité du littoral forte

- Support de nombreux usages dont les activités agricoles et de tourisme
- Pression d'urbanisation

Des enjeux spécifiques au littoral :



Recul du fait de l'**érosion** : en moyenne 1 à 3m/an en Aquitaine



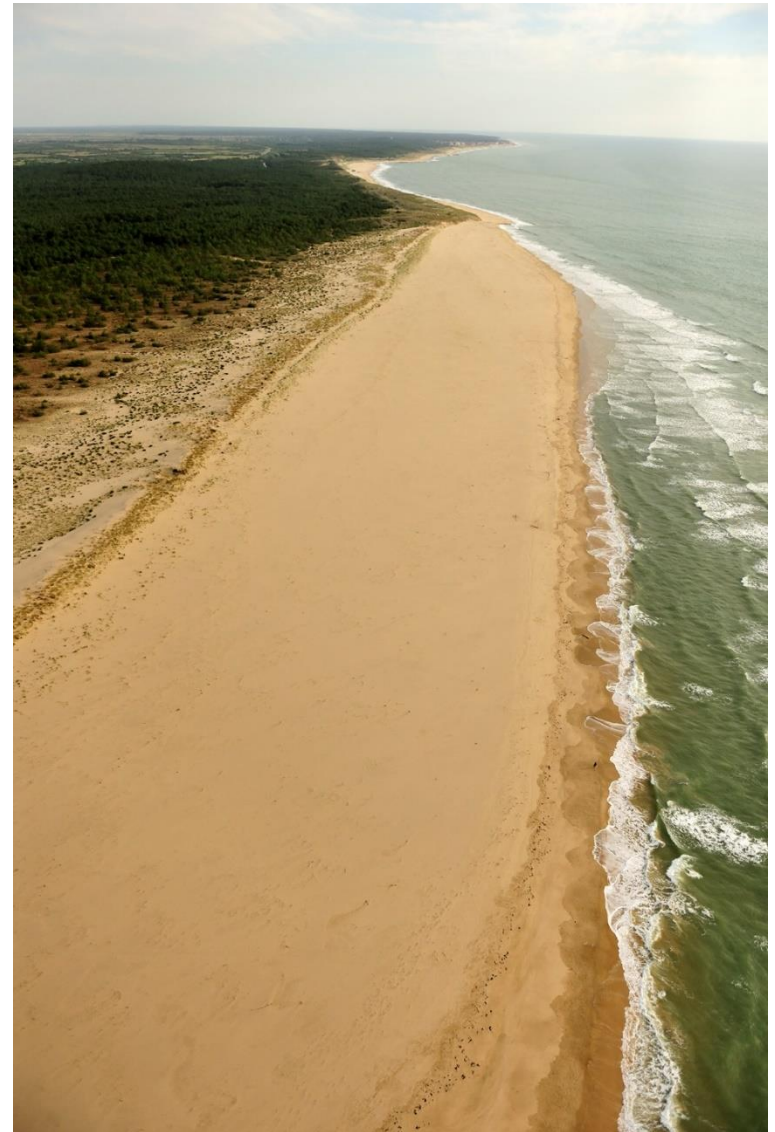
Risque de **submersion marine** sur les zones basses



80% des **pollutions marines** sont d'origine terrestre



Risque de **salinisation des sols**



Plage océane - Le Verdon-sur-mer

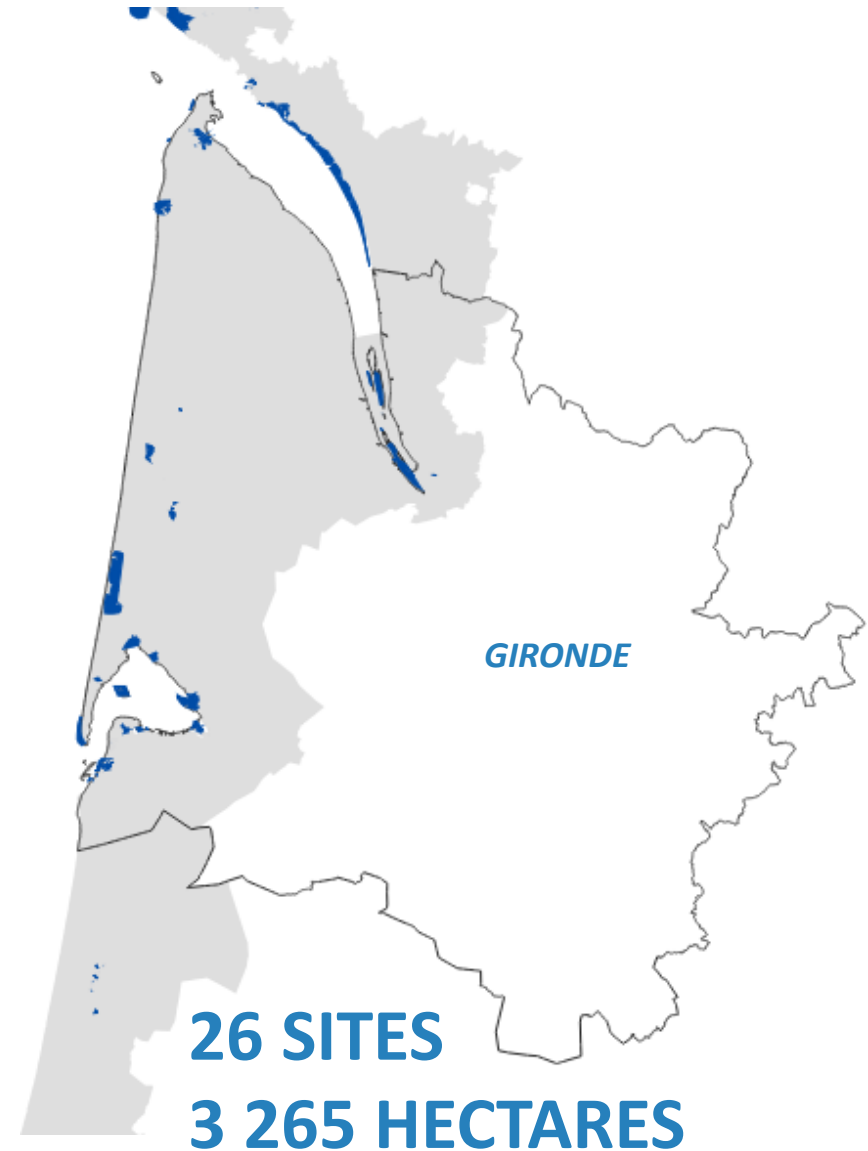
Le Conservatoire du littoral

Établissement public de l'État sous tutelle du Ministère en charge de l'écologie

- Conseil d'administration composé à 50% d'élus locaux (conseils de rivages) et nationaux
- Délégation Aquitaine composée de 10 agents

Périmètre d'intervention :

- dans les communes littorales et secteurs limitrophes,
- sur le domaine public maritime et fluvial affecté ou attribué,
- sur les zones humides des zones côtières.



Missions et moyens du Conservatoire

Préserver les espaces naturels et les paysages littoraux

- **par l'intervention foncière**

acheter, mais aussi se faire affecter des terrains

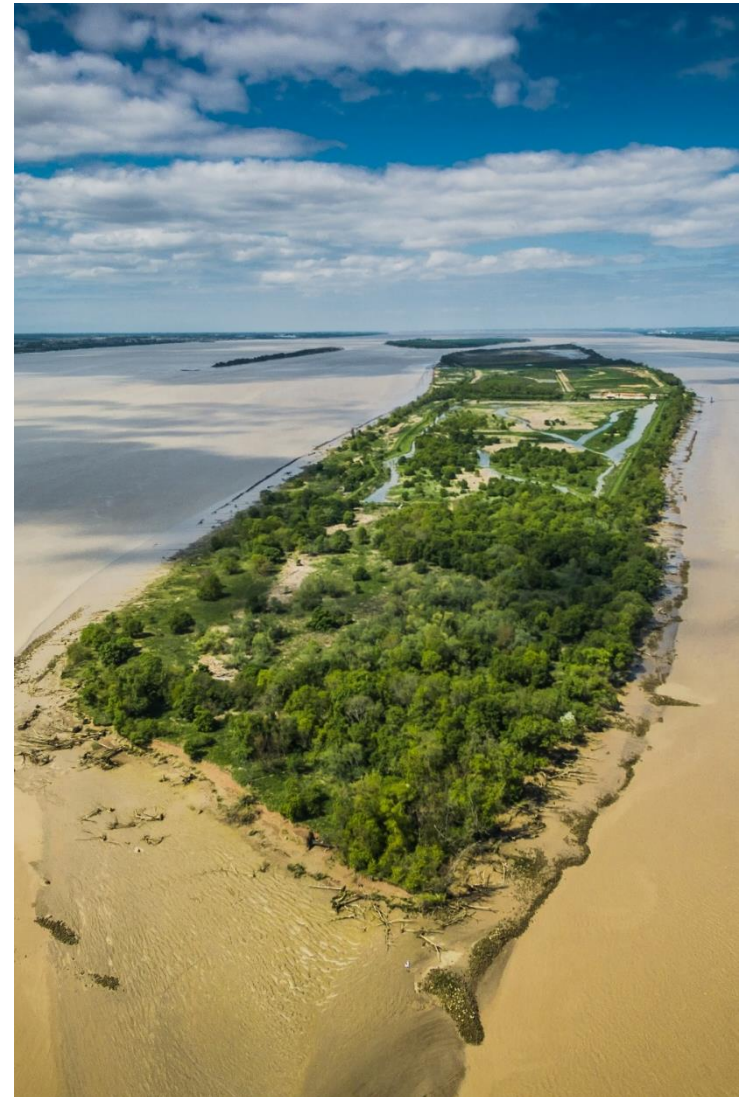
(Ministère de la Défense, DPM, etc.)

- **par la gestion patrimoniale (*mission de propriétaire*)**

Cadrer la gestion, aménager, valoriser, ouvrir au public

Gestion confiée :

- en priorité aux communes ou à leurs groupements
- à une autre collectivité territoriale
- à une association ou un établissement public (CEN, ONF, ...)



Île nouvelle

Cadre d'intervention

Objectifs stratégiques 2015-2050

Conforter le caractère public du littoral aquitain

Consolider les actions foncières dans les coupures d'urbanisation

Développer le lien terre mer

Comment les sites sont-ils sélectionnés ?



Opportunité



Expertise interne



Demande justifiée

- Grande famille terrienne

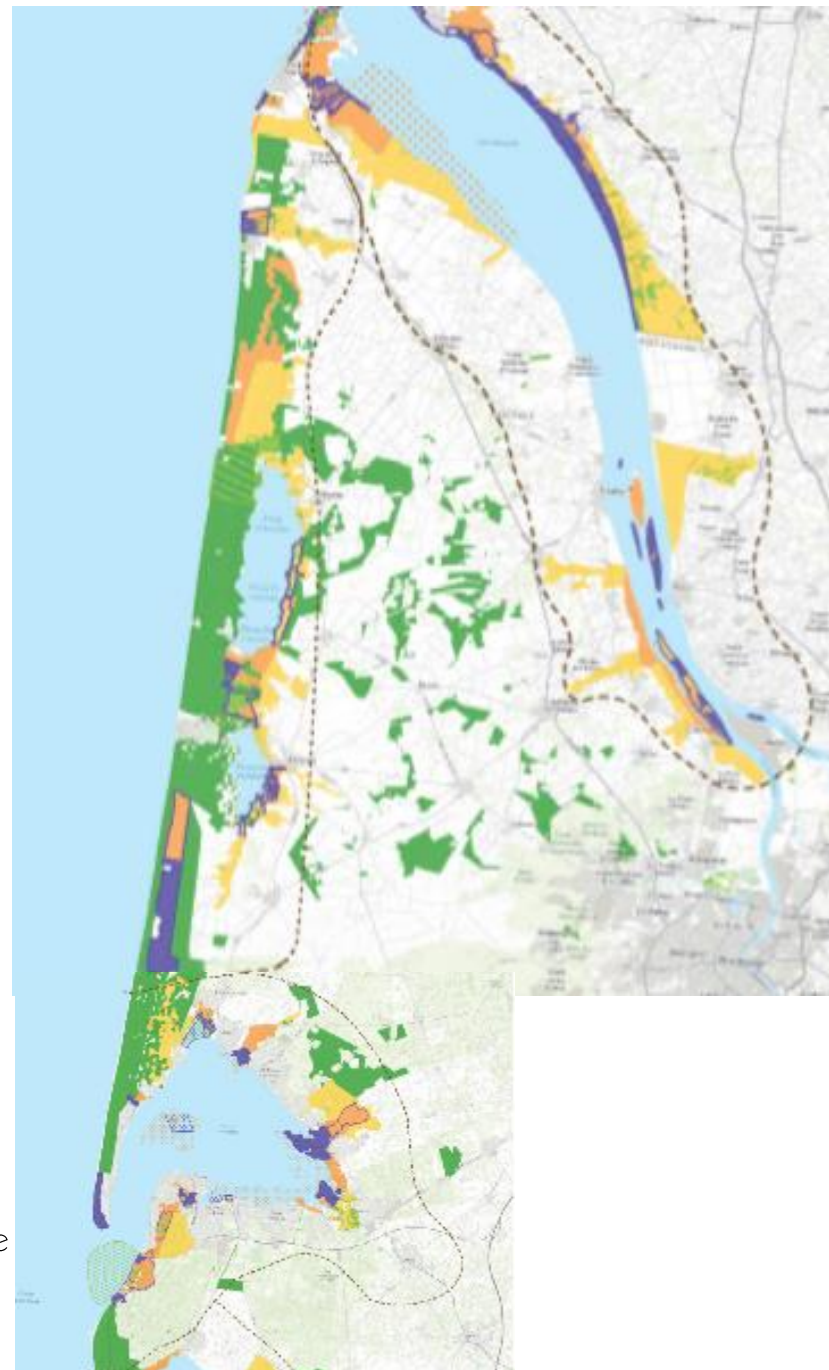
- Sites peu protégés

- D'une commune

- Après la création ou l'extension d'un site

- Enjeux/pressions sur le site

- D'un gestionnaire
- D'un autre partenaire

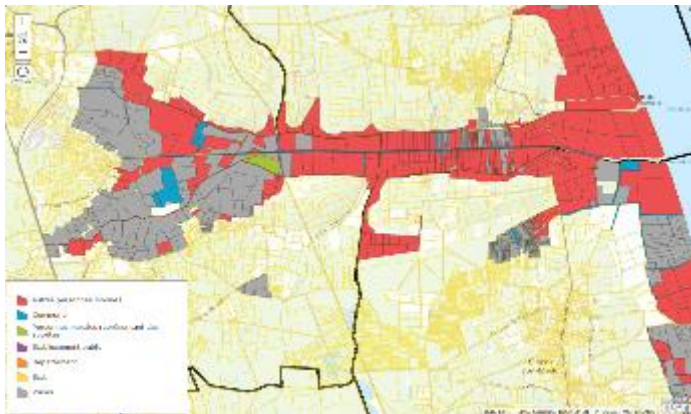
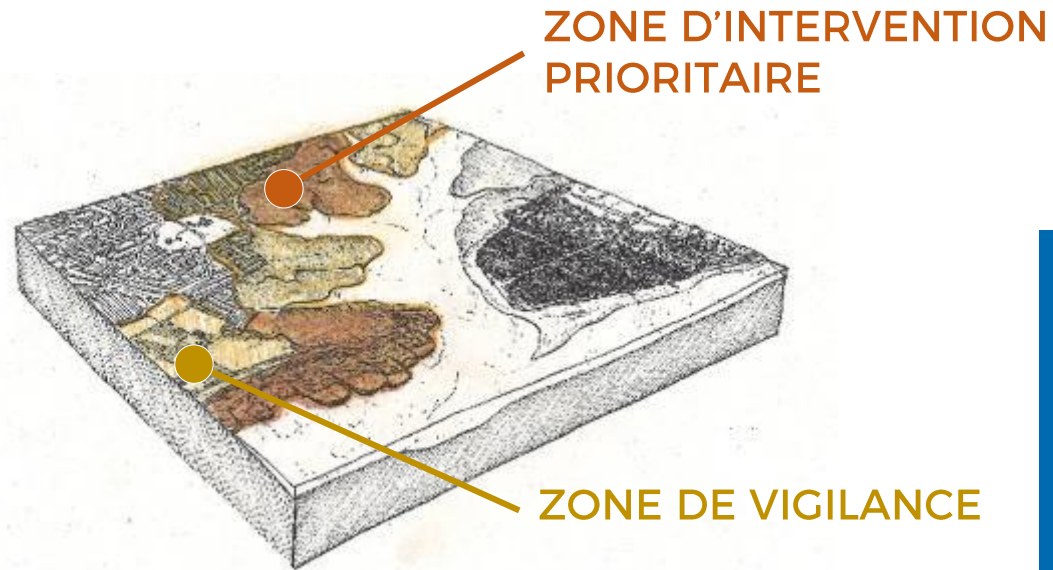


Les étapes de l'animation foncière

L'action du Conservatoire se base sur **plusieurs périmètres stratégiques** :

1

Deux zonages non prescriptifs et à usage interne

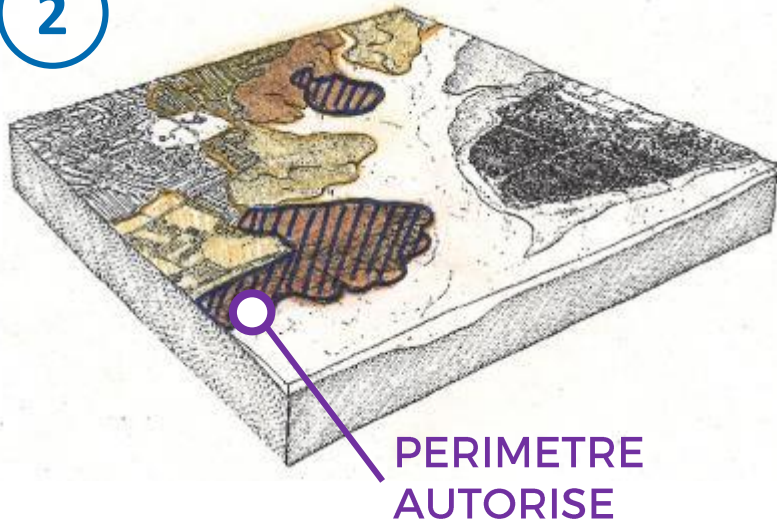


L'analyse globale **est détaillée par une analyse locale** :

- Croisement des enjeux du territoire avec les aspects fonciers
- Les périmètres et enjeux locaux sont évolutifs

Les étapes de l'animation foncière

2



PERIMETRE
AUTORISE

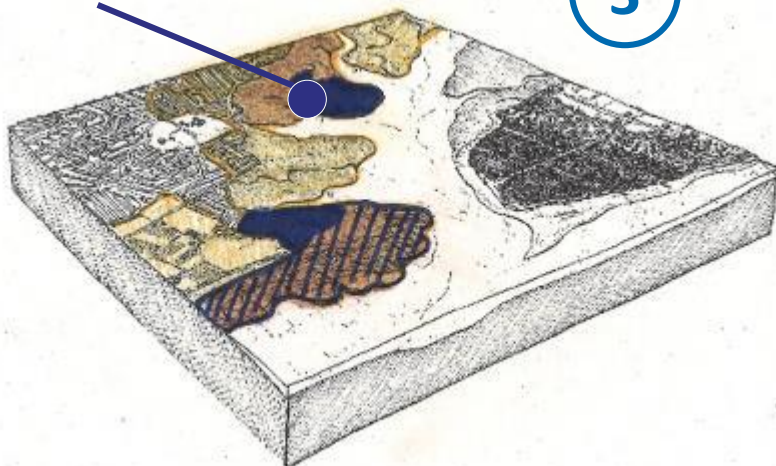
Sollicitation de l'**avis des collectivités locales** et des services de l'Etat

Définition d'un « périmètre autorisé » pour l'acquisition foncière et d'un **périmètre de préemption** :

- Très majoritairement au titre des ENS (substitution ou délégation CD 33)
- Rarement périmètre du Conservatoire en propre

DOMAINE
PROTEGE

3



Intervention foncière* :

- a) Amiable (3/4 des transactions)
- b) Droit de préemption
- c) Recours à l'expropriation (rare)

Le domaine protégé devient du « domaine public », inaliénable

*Dans le cas général, hors affectation, donation...

Contribution à la GEMAPI

Mise en gestion des parcelles une fois l'emprise du site cohérente

- Définition d'un projet pour chaque site
- Remise en état (financement par le Conservatoire du littoral)
- Financement de la gestion par la structure gestionnaire

Prise en compte dans la gestion :



Du changement
climatique



De la naturalité
des milieux



Des paysages et
usages associés

L'action du Conservatoire peut appuyer la GEMAPI :

- **Gestion hydraulique** : mise en place d'une gestion cohérente, reméandrage...
- **Lutte contre l'érosion** : protection du cordon dunaire
- **Protection contre les inondations et submersions** : protections « passives » comme les zones d'expansion de crue, les zones humides ou la reconnexion aux annexes hydrauliques

Cas spécifique des digues

Règle générale :

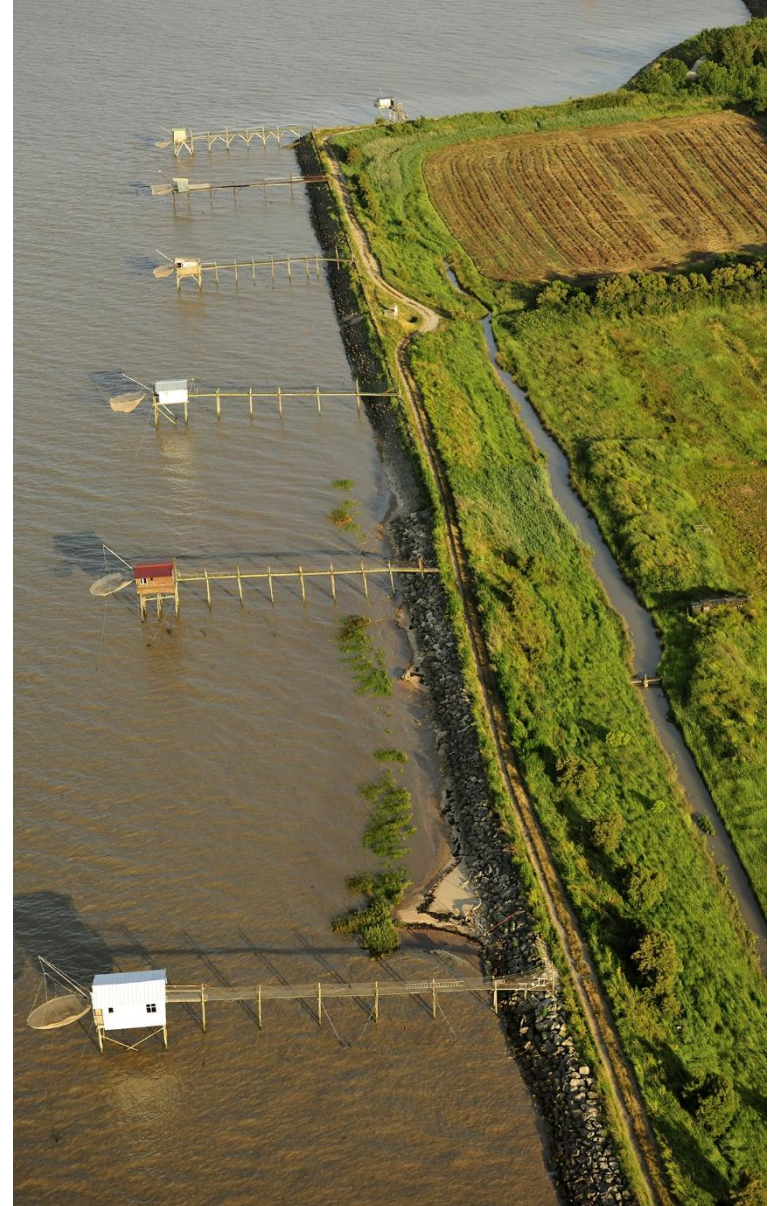
- Gestion de l'interface milieux terrestres et aquatiques vers la libre évolution du trait de côte
- Pas d'entretien ni classement des systèmes d'endiguement
- Les gestionnaires n'ont pas fait remonter de volonté locale de classement de digue

Cas particulier :

- Enjeux humains marqués sur du foncier déjà acquis (exemple du domaine de Certes)
- Les interventions foncières à venir se feront en dehors des digues classées

En cas de déclassement :

Possibilité d'accompagnement foncier du Conservatoire du littoral sur les espaces inondables





MERCI de
votre
attention



Responsable de la mission foncière :
F.BERGEZ-CASALOU@conservatoire-du-littoral.fr

05 57 81 23 29